

de Roubaix-Tourcoing



Treismein Six meis Un an 4 fr. 50 0 fr. 18 fr. 5 fr. 50 13 fr. 33 fr.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Destrmont, 12, TO AIX. Grande-Rue, 93 et Rue Destrmont, 12. TOURCOING

ANNONCES A ROUBAIX, 93, Grande-Rue. A TOURCOING, 12, Rue Desurmont. A LILLE, 28, Rue de Fives.

BULLETIN DU JOUR

La Droite et le Ministère

La droite vient de monirer, dans le scrutin sur les affaires de Crète, une singuière condescendence pour le cabinet Méline. Pendant des mois et des mois, ses journaux les plus au orisés ont de

crittin sur les ainquilère condéscendance pour le cabinet Méline.

Pendant des mois et des mois, ses journaux les plus au orisés ont de moncé et fiétri les horreurs d'Orient, critiqué l'attitude du gouvernement français, réclamé hautement des mesures coercitives contre le suitan.

Le Solet, entre autres, qui n'a jamais été désavoué par ses amis de la Chambre, s'est répandu à maintes reprises, presque chaque jour, en diatribes passionnées. Quelques membres du parti réactionnaire out inéme poussé l'audace jusqu'à questionner ou interpeller le ministère sur sa politique dans l'Archipel ou dans les détroits. MM. Cochin, de Mun et Deladosse ont recueilli les applaudissements de nombre de leurs collègues en reprochant à M. Hanotaux, en termes parfois voilés, il est vrai, son inaction à Constantinople.

Et quand les orateurs socialistes et redicaux, en un langage bien plus ferme, réclamaient une protection moins hypocrite pour les Crétois et pour les Arméniens, une intervention moins hypocrite pour les Crétois et pour les Arméniens, une intervention discourte de Millerand à la Chambre; ils ont couvert, au moins deux fois, la voix de M. Hanotaux au Sénat.

Voilà pour les attitudes à la tribune et dans la salle : les votes sont tout différents. Dans la séance de lundi, qui a décidé de notre politique en Orient, qui nous a in hijée cette grande houte de la répression de l'hellénisme, la plupart, la grosse majorité des droitiers ont donné leurs suffrages au cabinet. Après avoir tant affirmé, et par des cris is passionnés, leurs sympanies pour les Crétois et autres Chrémans d'tient lis ont deserté leur cause, ils les ont livrés au molosse européen.

A la vérité, notre étonnement n'est que de surface. Il est naturel que des récutionnaires aillent à toutes les

péen.

Al vérité, notre étonnement n'est que de surface. Il est naturel que des réactionnaires aillent à toutes les réactions, et qu'ils s'associent aux transfuges de la République prosternée devant les vieilles monarchies; il est surtout naturel qu'ils votent pour M. Méline, si dévoué, si complaisant à loutes leurs volontés.

loutes leurs volontés. Le pacte, le vollà: M. Méline pro-leste de ses sentiments républicains à la tribune et accepte en fait toutes les

la tribune et accepte en fait toutes les compromissions avec le cléricalisme. La droite proteste de ses sentiments philheiténiques et donne ses voix à la coercition contre la Grècs,

De part et d'autre, on sacrifie aux intérêts matériels, — à l'amour du portefeuille ou aux nominations escomptées, — les principes et les traditions dont on se proclame les courageux champions. Double trahison, et double honte !

INFORMATIONS

(Par Service Special)

INTERIBUR

AMUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en Cen-neil de Cabinet, au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Méline. M. Hanctaux a mis ses collègues au courant de la situation de la Crète. Le Conseil a examisé cosuite les affaires cou-rantes et a'est occupé des différentes questions inscrites à l'ordre du jour du Parlement.

LES PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Paris, 18 mars.

Paris, 18 mars.

Les électeurs de l'arrondissement de Vouziere Ardennea) et de la deuxième circonscription de famors (Sarthe) sont convoqués pour le 11 veil, à l'effet de remplacer à la Chambre des éputés MM. Bourgoin, républicate, et d'Aildres, conservateur, décédes.

On anonce la candidature de M. l'abbi Naudet au siège de député devenu vacant dans la première circonscription de Brest per la mort de M. l'amiral Vallon, républicain radical.

A MORT DU CHARSONNIER JULES JOUY

An memont, hier, où on célébrait à Montrantre, dans un joyan hanquet, l'élection à la Chambre des deputés du delicat chansonnier Maurice Boulai, — d'.as M. Couyha, député de la Haute-Saûne —, en apprenant précisément que le paurer Jules Jony venant de montre dans anc maisen de santé du quartier Piepas, où il avait du tire transporté il y a près d'un an.

Le chansonnier populaire, à la chanson origionale et aunées.

nello et mordante, n'était age que unu quantitaine d'années.
Joise Jeny était de peuple, et ses chansens le dinaises bien.
Enfant de l'aris — Jules Jony était né à Belleville — il ne reçuit guère d'autre instruction que cella de l'école nouvelle; mais, dans la suite, il travailla seul et réuseit à se former us ayle primasurier, original et mordant, tott plain de locutione populaires, frès argoitique anesis, mais solidement construit.

Il eut un grand succès au Chât Noir, où troit

Paris vensit l'entendre dire ses chansons dont quelques-unes sont demeurées populaires. Depuis un an, le pature Jules Jouy avait dû être interné dans une maison de santé de Paris, et c'est là qu'il a succombé hier après une lon-gue et douloureuse agonie.

W. HANOTAUX ET LA PRESSE ALLEMANDE

C. BANOTAUX ET LA PRESSE ALLEMANDE.

Paris, 18 mars.

Les jeurnaux allemands félicitent le cabinet
Méline de ren attitude, Entre autres, le Tageblatt dit que le gouvernement français a rem
perté une grande victoire.

Le National Zestung constate que désormais le coacert europèen est indissoluble et le
naiotien de la paix assuré.

La Gazette de Francfort apprécie d'une
façon très favorable le discours prenence par
M. Hanetaux et félicite de gouvernement français d'avoir obtenu une si forte majorité pour sa
politique orientale a qu'il a très nettement expsée et qui a pour but le maintien de la paix par
le concert ceropéen. s

On le voit, le missistère opportune-clérical
Méline-Hanotaux vient de metire, avec la complicité de le majorité de la Chambre, la France
à la remorque de l'Allemague.

LE STAGE DES OFFICIESE BURBANGRATES.

LE STAGE DES OFFICIERS BUREAUCRATES

LE STAGE DES OFFICIERS BUREAUCRATES

Paris, 18 mars.

Un grand nombre de capitaines du génie, constamment employée dans les bareaux de l'étate-major particulière, deviennent inaptre aux manœuvres, et ne sauvaient plus, en temps de guerre, diriger une compagnia active.

Pour remedier à cette situation, le ministre de la guerre a décidé que les capitaines de le catégorie ci-dessus effectueront chaque année, entre lea mois d'avril et de juillet, un stage de mobilications de huit jours.

En eutre, coux qui appartiennent à des unites prenant part aux grandes manœuvres seront convoqués à l'époque et pour toute la durée de ces manœuvres.

EXEMPLE A SUIVRE POUR LES CONTRIBUTIONS

Toulon, 18 mars.

Toulon, 18 mars.

Une réunion, à laquelle assistaient quinze cents personnes, a'est tenue, à Toulon.

Il a été décidé, par un vote secret dont le résultat à été pour, i 15% contre, 35%, que tous les contribusibles no veterarient, en 180%, dans la caisse de perceptere, leurs contributions fonctères et mobilières que lorsque tuttes les congrégations imposées de droit par l'Etal zuraint effectés leur dernier versement.

Cotte décision des contribusibles tenionnais aura certainement un éche en France. Cont. en effet, en present de semblables initiatives qu'en chique au contribusible au contribusible contre de contribusibles au contribusibles qu'en contribusib

ACCIDENT A LA GARE DU NORD

AGCIDENT A LA GARE DU NORD

Paris, 18 mars.

Paris alté de la rupture d'une siguille, le train du Nord R-5, qui arrive à Paris à dix heures dix-neut minutes, a déraillé mercreati devant le poste d'aiguillage n° 1, à une centaine de mètres envieren de la station.

Le fourgon de queue et une voiture de première classe se sons entrechequés, et, final-ment, ont ont été reuversés sur la voie. Dans le fourgon se treuvrait le garde-frein, Pot, qui à été lègèrement blessé à la tête par un éclat de boix. Le wagon des voyageurs était heureusement vide.

A dix beures treute cinq, la circulation normale des trains était rétablie.

ÉTRANGER

LA DEMISSION DE L'AMIRAL HOLLMANN

On lit dans la Gazette de l'Allemagne du Nord:

Nord:

« D'après des bruits qui circulent dans les
cercles parlementaires et qui noussont confirmés
aussi d'autre part, la démission offerte par l'amiral Hollman, de son poste de secrétaire d'Stat, à Poffice de la marine n'a pas été acceptée
ar l'apportune a

TERRIBLE INCENDIE A BOMBAY

Bombay, 18 mars.

Un incendie a détruit, en quelques heures, 4,500 muisons dans le quartier indigène de Mandaly, espitale da la Birmanie. Sept mille personese sont sans asile et les dégits atteignent dix millions de francs. On n'a que trois morts à déplorer.

Naufrage d'un Paquebot Français 76 VICTIMES

New-York, 48 mars,
Le 6 mars, le paquebot Vil'e-de-Naint
Nazaire avait quitté New-York se reniant
à Fort de France. Il avait soitante-quatorze homnes déquipage et enmenait six
passagers.
Le 8 mars, par le travers du cap Hatterus, une voie d'eau se déclarait dans la
cale et, malgré tous les efforts, l'au gaguait promptement. Le capitaine, M. Berry, donnait l'ordre de mettre les embarcations à la mer.

gait promptement. Le capitaine, M. Berry donnait l'ordre de mettre les embarcations à la mer.

Les passagers et l'équipage montèrent dans quatre canois. Par suite du gros temps, les quatre embarcations furent sèparées dans le courant de la nuit : trente-cinq personnes, qui se trouvaient dans le grand canoi, sont restées sept jours sans vivres, ballottées au gré des flots. Trente-une sont mortes de faim.

Au bout du septième jour, cette embarcation fut raccontrée par la goclette Hilda qui racueillit les quatre survivants qui sont le commandant de la Ville de Saimt-Nazaire, M. Berry, le docteur Maire, le mécanicien Saute et un passager. M. To-cede, que le Hilda a débarqués hier soir à New-fork.

On n'a aucuna nouvelle des trois autres enharcations qui contanaient en tout quarante einq personnes. On craint qu'elles sient perduse corpe et bième.

Le cap Hatteras, où le naufrage a estime de la Caroline et lieu en cette de la Caroline de lieu et lieu en cette de la Caroline et lieu et cate de la caroline de lieu et lieu en cette de la Caroline.

mille tonneaux.

Le cap fictures, où le naufrage a en
lieu est stiné sur les côtes de la Caroline
du Ngra, par 35 degrés de latitude Nord
ficture de la companyant de la company

de notre région, et à al'menté, la chronique des journaux.

Nous avons dit, fidélement, l'impression produite à Roubaix par cet acte
di nqualifiable arbitraire : les socialistes ont haussé les épaules, surs
qu'ils sont de battre à plate coulture
des adversaires qui ont recours à
d'aussi petits moyens pour assouvir
leurs raneunes; quant à la masse,
elle est outrée, ne comprenant pas
qu'on ait osé invalider des conseillers
aui triomphèrent à 1,400 voix de maqui triomphèrent à 1,400 voix de ma-

- « C'est une sentence politique » dit-on pariout, et l'on rappelle le mot de ce député qui, dans un moment de cynique épanchement, s'écria en pleine Chambre : « Il n'y a pas de justice en

Chambre: «Il n'y a pas de justice en potitique».

Aussi, les réactionnaires ont beau dénommer le Cons il d'Etat, « la plus haute magistra ute de la Nation », its n'atténuent en rien ce sentiment de l'immense majorità des électeurs roubaisiens et de tous les hommes indépendants, qu'en jugeant comme elle l'a fair cette haute magistrature s'est, d'elle-même, mise au niveau des tribunaux de l'Empire. La chute est profonde aux yeux de tout républicain, — d'autent plus profonde et révoltante qu'en faisant le saut dans l'arbitraire, les Conseillers d'Etat n'ont même pas pris la peine de dissimuler qu'ils obéissalent aux suggestons du Ministre de l'intérieur.

obelssalent aux suggestions du Ministre de l'inférieur.
Il est, en effet, au milieu du pathos des «considérants», des « vu » et des « atendu » dont le Conseil d'Etat a sassyé du couvrir son latquité, appassage qui mérite d'être releau, car il indique nette nent l'ingérence de M. Barthou dans ce jugement.

- « Vu, dit l'arrêt, la dépèche par laquelle le ministre de l'Intérieur trans-met les dossiers avec ses observations ... »

Quelles étaient ces observations de M. Barthou? Depuis longtemps déjà nous les contaissions: élles con-clusient à l'aunulution des opérations électorales et, subsidiatrement, à l'en-quèta! quèta!

clectorales et, subsidiarreme I, a l'enquète!
Or, pour coux qui savent que les Conseillers d'Etat relèvent directement du Ministre de l'Intérieur, de telles indications étaient presque des ordres et c'est pourquoi nous avions pris nos dispositions en conséquence; c'est pourquoi nous n'avons été nul'eme t surpris quand, hundi, nous avons appris que M. Barthou avait eu raison contre le Droit; c'est pourquoi il est puéril d'écrire comme le fait le Proprès du Nord et son succédané, l'Arenir, « que les collectivisies ont été absolument stupétés par la nouveile de l'annulation des élections de Roubaix.»
S'ily eut des gens « stupéliés » quand on ent connaissance de l'arrêt du Coiseil d'Etat, ce furent les réactionnaires et les opportunistes.
Nous l'avons dit déjà — et ils n'en faisalent pas mystère — les réactionse de l'arrel de d'arrel les de l'arrel les d'arrel les d'arrel les d'arrel les d'arrel les d'arrel les de l'arrel les d'arrel les d'arrel les d'arrel les de l'arrel les d'arrel les de l'arrel les d'arrel les de l'arrel les d'arrel l

Nous l'avons dit déjà — et ils n'en faisaient pas mystère — les réactionnaires n'avaient frappé d'appe la décision du Conseil de Préfecture les déboutant avec perte et fracas, que pour couvrir leur honteuse défaite; mais pas un d'eux — et c'est un hommage que nous rendons à leur intelligence — n'avait, un instant, espéré que le Conseil d'Etatleur serait propice. Quant aux opportunistes, lis ont fait une vilaine grimace, car, si le Parti ouvrier pout se passer de leur concours, à Roubaix, ils ne peuvent pas, eux, se passer du Parti ouvrier à Armentières.

On a beau être habile tacilcien, fin

Armentieres.
On a beau être habile tac!icien, fin diplomate, publiciste artificieux, le moment vient laévitablement où les électeurs ne se paient plus de subtili-tés. Il leur faut des déclarations ca-

tés. Il leur faut des déclarations ca-tégoriques et des actes, Au lieu de devancer cette échéance fatale, le Progrés - Avenir a mieux aimé s'associer à la joie factice des cléricaux et des réactionnaires de Roubaix, s'amusant même — jeu blen-innocent — à nous poser une question qui ne nous embarrasse nullement, quant au motif de l'annulation qui nous occupe.

quant au mout de l'annuation qui nous occupe.
Quoique dise impudemment certain Maitre Z... de l'Echo du Nord et quel-ques sous-aboyeurs cléricaux, à ce sujet. le Conseil d'Etat n'a nullement cassé les élections de Roubaix parce que frauduleuses. Voici l'unique motif qu'il a invoqué. Nous citons textuellement:

Il résulte de l'instruction que, sans que l'or-dre nit été troublé et sans qu'aucuse circons-tance particulière na justifit. et ette mesurs, les présidents de le plupert des bareaux de vote ont décidé qu'aucus electur na pourrait rester dans les salles de vote après avoir voté et en fait ex-

La décision du Conseil d'Etat, cassant l'arrêt du Conseil de Préfecture du Nord qui avait rejeté les protestations des «doublures de M. Eugène Motte, contre les élections municipales de Roubaix, continue à défrayer les conversations, dans les milieux politiques de notre région, et à al. mente. la chronique des journaux.

Rous avons dit, fidèlement, l'impression produite à Roubaix par cet acte dinqualifiable arbitraire : les sociatistes ont haussé les épaules, surs qui demandaient à user de droit spartonant à tout électeur de surveiller des parties mesures detablique consumers des neures des parties de respectations électorales; qu'il soit besoin étaminer en eux-mêmes les griefs irrés dactes de raude et de frendent de

opérations électorales.
Le Progrés-Avenir nous demande si nous contostons l'exactitude de ces affirmations...
Out, neus la contestons et de la façon la plus formelle.
Nous pouvonsappuyer notre dénégation sur de nombreux témoignages qui suffi ent. d'allieurs, à édifier le Conseil de Préfecture. En passant outre, le Conseil de Etat a obél à des préoccupations que nous avons assez, hautement démoncées pour qu'il soit bison d'y insister encore.

denoncées pour qu'il soit baso'n d'y insister encore.

A quot bon, d'ailleurs ! Au-dessus du ministre Barthou, au-dessus du Conseil d'Itat, au-dessus des partis, il est un juge qui prononce en dernier ressort : c'est le Su'Irage Universe!!
Qu'ergotent donc tout à leur else; les Maitre Z... de l'Echo du Nord; que se désopilent la rate, les Progrés-teent; que M. Laurenceau aille même jusqu'à nommer cette commission municipale à laquelle on tient si fort dans le clin opporte! La réaction mordre la poussibre que l'on preane pour faciliter ses tripatouillages électoraux.

Ce n'est in aujourd'hui, ni dans deux mois, ni dans dix ans, que les cléricaux, fussent-il appuyés du Progrés-Aventr, rét-bilirint, à Roubatx, leur hagement et nouvelle.

Asabaix, malgre toutes les pres-sions administratives, restera républicaine et socialiste.

Que nos adversaires de toute robe et de tout poil, en rejoivent ici la for-

Noa, noa, jamais plus, à Roubaix, la Réaction n'entrera à l'Hôtel-de-Ville par la grande porte du Sufrage Universel!

G. SIAUVE-EVAUSY.

Les Evénements d'Orient

LA SITUATION

LA SITUATION

La Crête est maintenant reléguée au second pian des préoccupations de l'opinion
publique auropéenne. L'attention générale
se porte sur Attènes et sur la frontière
turco-greeque.

Tout le monde se demande ce que va
faire le gouvernement heilène et si les hostilités depuis si longtenpa annoncées vout
enfig commencer. Il est bien diffictie, avec
les renseignements souvent contradictoires qui arrivent chaque jour, de se bien
faire une l'éés préfèse ce ce qui va se
passer en Grèce.
En tout cas, s'il se produit une conflagration elle sera due à l'attibide des puissances qui, pour des intérêts financiersen
jeu, sacrifient la Grèce à la l'urquie.

NOS DÉPÊCHES

Déclaration du blocus

Les amiraux ont envoyé par dépèches identiques aux ambassadeurs à Conetantinople, la notification du blocus de la Crète. Les amiraux prennent les mesures nécessaires peur le faire connaître sur tout le littoral et dans l'intérieur de l'île. Les amiraux ont fait signifier aujourd'hui an colonel Yassos, que tout le littoral de l'île est placé sous la protection des puissances. La Cance, 18 mars.

La Proclamation des Puissances La Canée, 18 mars. Voici le texte de la preclamation des puis-necs à la Crète, pour l'autonomie :

Voici le texte de la preclamation des paissentes à la Crète, pour l'actonomie :

« Les soussignés, commandants en chef des focces navales d'Allemagne, d'Autri-che-Hongrie, de France, de Grande-Fratagne, d'Italie et de Russie dans les eaux crètoless, agissant d'après les instructions de leurs gouvernements raspectifs, proclament solennellement et font connaitre aux populations de l'He que les grandes puissances sont irrévocablement de-cidées à assurer l'autonomie complète de la Crète sous la suceraineit du sultan.

« Pràoccupés, avant tout, de porter remède aux maux qui ont désolé le pays et d'en prévenir le retour, les puissances préparent d'un commun accord un ensemble de mesures destinées à régler le fonctionnement du régime autonome, à ramener l'apaisement à garantir à chaoun, sans distinction de race, ni de réligion, le liberté et la sécurité des biens. à faciliter la reprise des travaux agricoles et des transactions et le développement progressif des ressources du pays.

» Tel est le but que veulent atteindre les puissances. Elles entendent que ce langage soit compris de tous. Une ère nouvelle s'ouvre pour la Crète. Que tous

déposent les armes les puissences veu-lent le paix et l'ordre, Elles auront, au besoin, l'autorité nécessaire pour faire respecter leurs décaions. > idles comptent sur le concours de tous les haifants de l'île, chrétiens ou musul-mans, pour les aider dans l'accomplisse-ment d'une ceuvre qui promet d'assurer, aux Crétois le concerde et la prospérité.

Une besogne répugnante

Paris, 18 mars.

Paris, 18 mars.

L'escadre active de la Màd terranté a reça l'ordre de se tenir prête « à toute éventualité ».

On ne sait donc pas encore si elle se rendre dans les eaux de Crète, ou si elle évoluera comme d'habitude sur le littoral de la terse et de l'Algèrie.

Dans tous les ces, elle reste sous pression, et cela, déjà, nous coûte cher.

Mais ce qu'on sait mieux au ministère, c'est la répugnance des équipages de l'escadre à partir pour une expédition contre un pespie ami.

Con sentiment, assure t-on, se serait déjà monires é sous différentes formes, dans larsenal de l'oulon et à hord des unités de parlance, et aurait provoque de soi disant mesures disciplinaires.

Une Commission Municipale A ROUBAIX

La Dépèche, en pramier lieu, avait de-mandé la nomination d'une commission municipale en aute de l'annulation des élections de Roubaix, par le Con-eil

elections de Rounaix, par le Con-eil d'Etat.

Nous avons répondu à l'organe clérical que nous ne ferions rien, nuant à nous, pour servéer l'autorité administrative dans la voie des mesures arbitrares et révoltantes ou elle sest engages: cependant nous avons fait observer que ce qui était jugé indispensable pour Rouhaix, devait l'être aussi pour Armentières.

La Depéche n'avait sans doute pas congé à cette répique, si maturelle pourtant, car elle a déclare hier qu'il n'atut pas possible — hélas! — de remplacer Carrette à la mairre par M. Eugène Motte.

La nuit avait porté conseil!

Voice d'ailleurs, la «envante» consultation que la pieuse feuille a servicè ses lesteure:

« Nous avens dit, dans un de nos derniers nu-

le cteure :

a Nous avens dit, dans un de nos derniers auméros, que plusieurs personnes nous aveient posé
de nommer à Romanu une commisere de service de
de nommer à Romanu une commisere de service de la municipal lè actuelle a vant été, par ses
agissements, la cause directe de l'invalidation. A
Armentières, il y avait eu défaut de forme, mais
en dehors de l'administration, ce qui modité du
tout au tout la situation.
Après aveir examiné la question, nous croyons
pouveir dire qu'il n'y a pas lieu, es droit, à la
nomination d'une commission administrative,
car cette commission ne pourrait étre nommes
qu'après la dissolution du conseil et la loi ne
permet pas de dissolution du conseil et la loi ne
permet pas de dissolution du conseil et la loi ne
permet pas de dissolution du conseil qui n'existe
plus.

permet per propose de la loi évidemment, puis-que l'autorité municipale réside cacore en fait dans le maire invalide, mais la loi est telle et, si l'en peut en demander la modification, il est incontestable qu'on doit la respecter tant qu'elle axiste. »

Il est à remarquer que le même jour où la Dépêche a ainsi battu en retraite. son compère l'Eche, sous la signiture d'un maitre Z.— qui nous tout lair d'être un parfait valet de la résction — (que la Nociété des Sciences la décorel — soutenait qu'il est cependant possible de d'unner des crossen-jambe à la loi — Par Loyola, votre modèle, ne vous gènez done pas, Messicure! Installez-vous, tout de suite, à la Mairie de Noubaix. Un en sers quitte pour désinfecter les locaux quand les électeurs vous en seront chassés...

Emije RAYMOND.

Emile RAYMOND.

Çà & Là

ICI ON PARLE RUSSE

Notre président a, dans sa vie, appris bien des choses.

Il sait notamment, comment se placent les cuirs, même dans la conversation il sait anner la peau et ses contemporains; il possède l'art dépouser la dot offerte par un forçat mais Pélisque ignore une chose: Pélisque ne consait pas le russe.

— Du momentque le crap parle français, a pense notre monarque, moi, le souverain de France et de Navarre, je dois connaître la langue de nos alliés.

Et incontinent, Pélisque a mandé en son palais de l'Elysée, M. A..., professeur à l'Ecole des hautes études, pour le prier de l'initier, trois fois par semaine, aux secrets des idiones siaves.

Pélisque, en bon négociant, sachant que les maisons de commerce ne se maintenent que par léconomie, a fix è dix franca le déplacement de son professeur : dex roues de derrière » lui ont paru auffisantes pour apprendre le seith-rouezé, et il paye en roubles, pour se donner l'air roublerd.

Gest és consul médité de faire à Saint Notre president a, dans sa vie, appris

roubiard.
Cast de ceite façon que Félisque prépare le voyage qu'il médité de faire à Saint Pétersbourg, pour eller rondre au can, qui ne le lui demande pas, la visite que ce dernier a faite à la France.
En ce moment, qu'il pieuve, qu'il neige, qu'il vente, que les ignoules Turcs messacrent les Arméniens et que nos acidate mistrallent les Grecs, peu importe à Felisque!

que l
La terre peut crouler: Felisque s'absorbe dans l'étude des mois et on l'entend
répeter teute la journée: dvormint, portier;
ranhointis, croyant; lesropa, Europe; estrughi, prison...
Pendant qu'il y est, il pourrait ac faire
appreadre commest on dit en ruese le
most français « ostrogot » et en faire son
nenfit.

LEPARLEMENT

CHANBRE DES DÉPUTÉS

AVANT LA SÉANCE

Paris, 18 mare.

On s'occupe beaucoup, dans les couci loirs, des révélations faites par Arton Certains de utès se disant bien infor-més affirmaient qui Arton avait from l'éé ment dénoncé trente-sept membres du Parlement.

ment incomes trente-sept membres de Parlement. Sur ces trente sept membres cinq seraient morts et ness ne feraient plus partite den ses-noldes.

Cin allait méme jusqu'à auxoncer comme très prochain le dépôt de vinet-trois démandes en autre sation de poursuites, tant à la thambre qu'au Senat.

Nous devons ajouter que d'autres députés, disent également avoir puisé l'urgrenseignements à bonne source, mettaient en doute ces informations et décaraient qu'Arbon avait pu prononces quelques nons de personnages avec lesquelus il s'était trouvé en relations, mars saus porter aucune accusation contre personne.

Les bureaux de placement

Les bureaux de placement La commission du travail a pris conte munication d'une nouvelle proposition de M. Guillemin, sur les bureaux de place-

M. Guillemin, our les bureaux de placement
Cette proposition tend à assurer le piac
cement des ouvriers it employéades deux
saces: l' par des hureaux de placement
autorises: 2- par des bureaux de placement
autorises: 2- par des bureaux de placement
autorises: 2- par des bureaux de placement
partuit.
Les autor sations de ten r un bureau seront delivres dans les villes des départements par le maire et à Paris par le p. det
de pulice, après en nuête et avis favornols
de a chanber de de cipline des bureux
de placement, partout où il en existers
une.

de placement, partout ou il en existere une.

Des garanties serieuses de moralité et donorabilitéseront exigées Lestarifs des placements et la préet de police et par les maires l'ans toutes villes de plus de 30,000 habitants. la municipalité devra 'tablir un bureaut de plucement gratuit

Les infractions à la loi seront punies d'une aunende de 15 à 5,000 france ou d'um emprisonnement de trois jours à cinq ans.

La commission du travail

La commission du travail a La Commission du travail a statué aujourd hui sur la question des bureaux da
placement. Elle a cécidé d'accepter les
onq premiers articles da projet du gouvernemeut relatifs à l'organisation deg'
bureaux de placement gratuits. Mas elle
maintent ses resolutions anterieures en
ce qui concerne les autavut de placement payants.
Elle de lande la suppression de ces buereaux dans un délai de cinq sme. sans intermité.

demnità.

La commission se tiendra demain à la disposition de la Chambre pour la discussion de son projet.

LA SÉANCE

Présidence de M. Brisson, président La séance est ouverte à 2 h.

Incident Gérault-Richard

38. Cérauli-Richa: d. près le turq da procès-vertal, demand- la parole : Au désut de la dernière seance, jai été l'oujerd'un rappel à l'ordre a et inaccip-tion au procès-verba: Or, le nut qui m'a valu ce rappel à l'ordre ne ngure pas d'Ulicei.

value or rappels fordre ne figure pas s VO/r.ci.

Je tiens à faire remarquer, sans vouloir mettre en cause le président d'hier et
le près dent d'aujourd'hui, que les parcies
qui nous attrent des misures réglementaires ne doivent pas être invrèss à l'arbitraire présidentiel.

M. Estimates. Les interruptions peuvent
ètre l'O-jeu d'un rappel à l'ordre et, si l'ingterrupteur ne se soumet pas à cette magsure, d'un rappel à l'ordre avec inscript
tion au procès verbal.

LA SECURITE DES MARINS Chalche. J'al Phonour de déposes une proposition tenda tà protéger l'axied tence des marins du commerce en permeté tant aux capitaines des ports en France, aux consus de France à l'étranger. d'interdire la sortie des navies en mauveis état ou quend la par est dengereuse. La proposition est reavoyée à la commission de la marine.

Les clôtures des Chemins de fer

Les clitures des Unemins de ler La Chambre adopte sans débat un project ayant pour objet d'autoriser des déraga-tions à la loi du 15 juillet 1845 en ce qué concerne les civiures et barrières de clud-mins de fer. LA COMPAGNIE DE L'OUEST

LA COMPANNE DE L'UUCD' L'OUCD' L'OUTO' du jour appelle la suite de la discussion du brojet ayant pour objet d'agé prouver la convention passée entre le miénistre des travaux publics et la Compacanie de l'Ouest.

HE Bengay-Dutemans explique dans quelles conditions ects convention été signée par lut, comme ministre des travaux publics. «Cette convention di-il, qui n'a aucun caractère usuraire, doit être raditiée.»

n'a acun caractère usuraire, doit être ra-tifiée. S Groussier. — l'estime, au contraire, qu'elle est lourde pour l'Etat, qui est l'vré, piede et poinge dies à la Compagnie. Le Chambre ne peut anandonner le drot de l'Etat. M. Marcel Mahors votera la content tion si on lui démontre que le projet n'est pas onèreus pour l'Etat. M. A-liferant constate que l'Etat n'es ottenu de la Compagnie aucune concession.